

L'élevage peut-il s'affranchir du soja ?

Dossier réalisé par le Réseau agriculture durable en collaboration avec Transrural Initiatives.



Crédit photo : Georges Bartoli/ccfd

Récolte de soja en Amérique du Sud



Crédit photo : Adage

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et d'autres associations dont le Réseau agriculture durable lancent une grande campagne «le soja contre la vie». Ces organisations souhaitent attirer l'attention sur les conséquences funestes des importations européennes massives de soja sur les pays producteurs d'Amérique du Sud : paupérisation, dégâts sanitaires, déforestation... (lire p.VIII). Complice, l'agriculture européenne est donc interpellée pour réduire son déficit en protéines végétales. Or, cette dépendance

vient de loin (p. II). Son renversement passe nécessairement par une transformation du modèle agricole dominant, des élevages intensifs, nourris aux céréales et au soja. Certes, le développement des cultures destinées aux biocarburants garantira à l'industrie des aliments des produits de substitutions riches en protéines (p. III). Mais la pertinence de modèles d'élevage autonomes à l'échelle de l'exploitation invite à aller plus loin (p. V). Evidente pour les ruminants en augmentant la part des fourrages, cette transformation est néanmoins plus difficile à mettre en œuvre pour les porcs ou les volailles. L'absence d'étiquetage OGM pour les animaux nourris avec le soja transgénique américain handicape les filières qui souhaitent valoriser des alternatives (p. IV).

Néanmoins, certains décideurs ne s'y trompent pas et voient dans la modification des pratiques de l'alimentation animale l'occasion de répondre à la demande publique de filières non-OGM et de produits locaux. La Région Basse-Normandie s'est ainsi engagée aux côtés d'associations au développement d'une agriculture durable et autonome sur son territoire (p. VI-VII).

L'Europe somnolente !

L'Union européenne est le premier importateur mondial de protéines végétales, l'agriculture européenne ne produisant qu'un quart de ses besoins. La diminution de cette dépendance est aujourd'hui un enjeu pour ceux qui souhaitent réorienter l'agriculture.



Le soja est au cœur du système moderne de l'alimentation animale. Il est le corollaire de l'importance des céréales dans les rations destinées aux animaux, grâce à sa richesse en protéines et à sa teneur élevée en acides aminés (lysine). Mis à part les farines carnées interdites depuis 2000, aucune autre source de protéines n'atteint un tel «*pouvoir de pénétration technique*», qui procure croissance et productivité selon les nutritionnistes.

Si ce couple céréales/soja a des justifications techniques, sa domination est surtout liée à des considérations géopolitiques qui ont fait de l'Union européenne le premier importateur mondial en protéines. L'importation à droits nuls des aliments du bétail en Europe a été imposée par les États-Unis lors des négociations du Dillon Round du GATT¹ (1961-1962). Le faible coût des aliments importés (soja, corn gluten feed...) a permis l'essor des productions animales intensives et l'élevage hors sol. La Politique agricole commune a également participé à ce modèle en encourageant une forte production de céréales. A bas prix, ils ont alimenté le secteur de l'alimentation animale. D'une certaine manière, les productions de viandes de porc et de volailles sont devenues des sous-produits du marché des céréales européens.

Aujourd'hui, l'Europe est dépendante de l'extérieur pour 77% de ses besoins protéiques. En face, près des trois quarts de sa surface agricole sont consacrés au débouché de l'alimentation animale (céréales, fourrages et graines).

La fin du «roi soja» ?

Avec l'interdiction des farines de viandes à la fin des années 90, l'UE a importé davantage de tourteaux de soja ; en 2004-2005, elle importait 23,2 millions de tonnes en provenance des États-Unis, du Brésil et de l'Argentine. Face à ses trois grands pays fournisseurs, l'Europe est très vulnérable pour ses approvisionnements. Par ailleurs, les récents débats portant sur le refus des OGM dans l'alimentation animale illustrent les limites d'un modèle unique d'alimentation des animaux. En effet, le soja d'outre atlantique est majoritairement transgénique. Seuls quelques États brésiliens proposent du soja non-OGM, mais pour combien de temps encore ?

Sans oublier que la croissance des importations de l'UE a stimulé la forte expansion de la production du soja en Amérique latine ces dernières années. Le développement de cette culture a eu des coûts humains et environnementaux lourds qui ne peuvent qu'inviter les

acteurs européens à revisiter les modèles de production qui en dépendent (lire p.8).

Certes la réduction de la dépendance au soja s'amorce sensiblement sur le terrain de la consommation, avec le développement des cultures oléagineuses en Europe, et notamment le colza en France. Certains importateurs évoquent déjà la fin du «*roi soja*» grâce à la future disponibilité de co-produits issus des biocarburants sur le territoire (lire encadré ci-contre). Au-delà de la substitution des matières premières, de plus en plus d'acteurs agricoles remettent en question l'ensemble du modèle d'élevage européen. Soit pour questionner la vocation de l'Europe à produire de la viande. Soit pour réinventer de meilleures synergies entre filières animales et filières végétales. Cette dernière option passe par une relance de la production de protéines à l'échelle de l'exploitation.

S. F.

1- Instance ayant précédé l'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995

OMC : Blair House court toujours...

Un accord conclu entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) au début des années 1990 limite la surface européenne de cultures oléagineuses au niveau de la moyenne cultivée pendant la période 1989-1991 (5,5 millions ha, moins 10% au titre du gel obligatoire). Les jachères industrielles ne sont pas soumises à cette contrainte, mais elles ne peuvent produire une quantité de tourteau supérieure à un million de tonnes d'équivalent tourteau de soja.

En théorie cet accord tient toujours puisqu'il n'a jamais été dénoncé par aucune des deux parties. Bruxelles n'en n'a jamais confirmé le caractère caduque, en dépit de l'alignement des aides directes pour les plantes oléagineuses sur celles des céréales, et de l'introduction du découplage des aides de la production. L'accord de Blair House fait même partie de la liste des engagements multilatéraux que l'UE a déposés à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Biocarburants : des co-produits pour l'alimentation animale

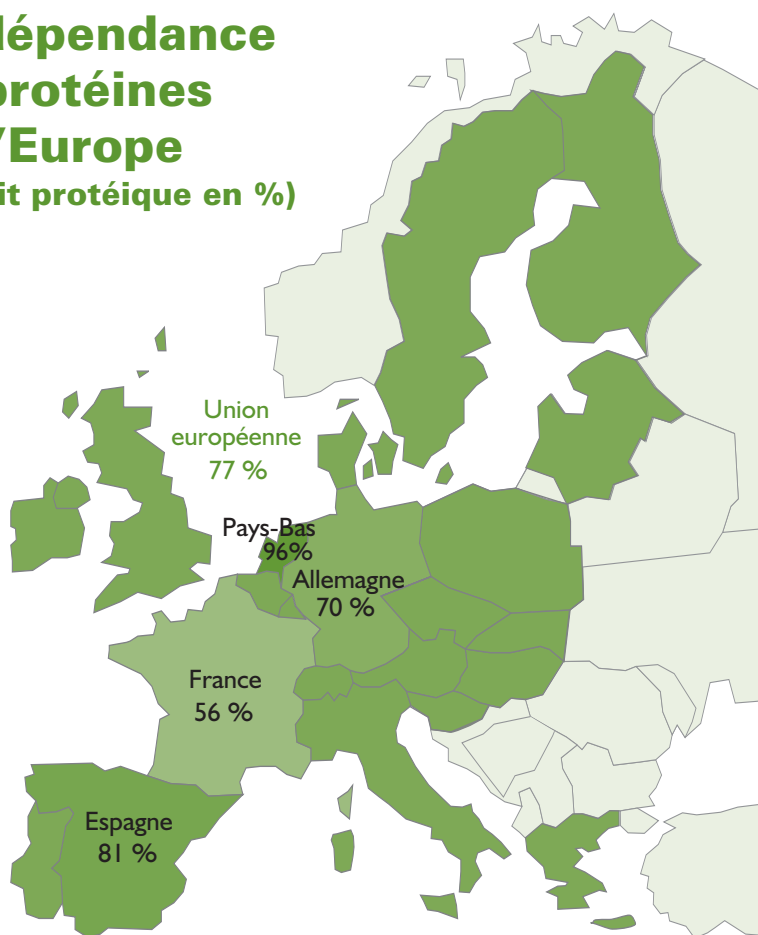
L'engouement pour les carburants d'origine végétale transforme le jeu des matières premières riches en protéines.

Avec la hausse du pétrole, la France a décidé de relancer la production des biocarburants, en fixant l'objectif de 5,75% d'incorporation en 2008. D'autres pays européens se sont donnés des objectifs encore plus ambitieux. Ce virage des politiques énergétiques va accélérer l'augmentation des cultures riches en huiles pour la production de diester et d'huile végétale pure comme le colza, et riches en sucre pour l'éthanol (betterave, blé). Le développement des biocarburants va donc entraîner de facto une disponibilité accrue des co-produits comme le tourteau de colza et les drèches de blé, deux matières proches en valeur

nutritionnelle. En 2004-2005, la production française de colza était en hausse de 16% par rapport à la campagne précédente. Avec l'évolution des agréments en éthanol, la France devrait décupler sa production de drèches de blé d'ici 2010 pour arriver à 550 000 tonnes.

A terme les biocarburants devraient donc considérablement modifier le marché des matières riches en protéines. Ils n'écarte- ront cependant pas le soja du jour au lendemain. Ce dernier représente encore 3,9 millions de tonnes alors que le tourteau de colza n'a franchi le million qu'en 2005. La dépendance vient de loin...

La dépendance en protéines de l'Europe (déficit protéique en %)



Les acteurs de l'alimentation animale

Les exploitations d'élevage et polyculture-élevage utilisent des aliments produits sur l'exploitation (fourrage, co-produits de culture, matières premières concentrées), ou achetées à l'extérieur (aliments composés, co-produits de l'industrie).

L'industrie des aliments composés s'approvisionne en matières premières sur le marché national ou mondial : céréales, soja, manioc... Elle utilise aussi des co-produits agro-industriels. Son rôle est prédominant dans l'alimentation des porcs et des volailles, moindre pour les herbivores (grâce aux fourrages)

Les industries de meunerie, de trituration, d'amidonnerie, de brasserie, et de sucrerie fournissent des quantités importantes de co-produits utilisés comme complément des céréales et oléoprotéagineux : tourteaux, son, corn gluten feed, drèches, mélasses, pulpes...

Les industries chimiques et pharmaceutiques fournissent des acides aminés industriels (lysine, méthionine, thréonine, tryptophane), des additifs, des oligo-éléments et des antibiotiques.

L'aliment composé

L'activité de l'aliment composé décline sensiblement en France, alors qu'elle stagne dans la moyenne des pays de l'Union européenne. Elle enregistre une baisse de 6% depuis 2001, suite à une diminution des cheptels. Le Syndicat national des fabricants d'aliments (Snia) n'est guère optimiste du côté de la demande en 2006, où l'on craint surtout l'impact de l'influenza aviaire sur les ventes de volailles. La volaille représente tout de même un peu plus de 40% de la production d'aliments composés. Seule certitude à l'avenir : un rééquilibrage des matières première disponibles avec davantage de tourteaux de colza et de drèches de blé sur le marché, co-produits des biocarburants.

Dépendance au soja : il faut changer les pratiques et les circuits

Interview de Jean-Pierre Tillon, directeur scientifique du groupe coopératif Invivo¹.

Pourquoi le soja est-il emblématique d'un certain modèle agricole ?

Jean-Pierre Tillon : Ça n'est pas un hasard si l'on parle du modèle maïs-soja. D'un point de vue nutritionniste, on atteint l'équilibre parfait avec l'équilibre maïs-soja, qui se complètent de façon remarquable. Tout le système d'élevage actuel fonctionne sur ce modèle, car c'est le plus simple ; la mise en place d'alternatives nous demanderait des efforts et contreparties supplémentaires que peu de gens sont prêts à faire. Il faudrait changer de références, à une époque de crise peu propice.

Et pourtant ce modèle ne date pas d'aujourd'hui...

Avec le plan Marshall, le modèle américain maïs-soja a supplanté notre modèle alimentaire européen qui était basé sur le blé et le pois. Il a facilité le développement des productions animales, permis des économies d'échelle, et généré les excédents d'azote que nous connaissons aujourd'hui. Suite à l'embargo du soja en 1973, des réponses techniques ont été apportées par le plan protéines : on a fait des féveroles et des pois, mais ces plantes ne se sont jamais réellement imposées sur les exploitations, et le pois a connu des problèmes sanitaires dans les zones céréalières avec l'Aphanomyces².

Comment faire de l'agriculture autrement aujourd'hui ?

Il faut changer à la fois les pratiques et les circuits. D'abord les pratiques culturales : réintroduire des rotations devient une priorité absolue, avec la mise en commun de parcelles par exemple. Il faut requalifier les produits

pour que leur valeur se maintienne. Pour cela, l'étiquetage des produits animaux doit pouvoir mentionner si l'alimentation comportait ou non des OGM, ce qui n'est pas possible aujourd'hui. La mise en place des filières OGM et non OGM sera l'occasion pour les groupements de faire des choix stratégiques tranchés. Enfin pour les coopératives, il est nécessaire de rétablir des bilans globaux pour organiser les productions, et mieux suivre les flux de matière entre zones d'élevage et zones céréalières.

Faut-il réduire l'importation de soja, et si oui comment ?

Il est clair qu'il faut limiter l'importation de soja, car il est plus logique de valoriser la matière organique produite dans nos élevages, que de faire venir l'azote du Brésil avec le soja. Il est très facile de remplacer le soja pour les vaches laitières et s'il y a une cible à privilégier ce sont certainement les fromages de vaches en AOC³. Les producteurs de bleu d'Auvergne par exemple acceptent difficilement un surcoût annuel de 10 € par vache pour un aliment garanti sans soja OGM. C'est sur ce créneau que les alternatives doivent réussir en valorisant les protéines produites en France. En volaille, c'est plus difficile et les filières label rouge perdent de l'argent. Il est très difficile de trouver actuellement des alternatives au soja dans une production comme la dinde, qui exige des taux très élevés de protéines dans son alimentation. Pour le porc, deux types de production vont co-exister, et on peut penser que l'aliment à la ferme pourrait occuper une place plus importante.

Le développement des alternatives au soja implique donc de réorganiser l'approvisionnement des matières riches en protéines ?

La première étape est de rendre accessibles les légumineuses⁴ par la création de plate-formes de distribution, localisées dans quelques régions. Cela veut dire qu'on pourra le faire dans certaines régions, et pas dans d'autres. Incorporer des légumineuses dans l'aliment composé ne s'improvise pas. Les types de formulation sont très tendus et dépendent des contrats à terme, ou des capacités de stockage, alors il faut optimiser les coûts.

Et le soja «équitable» issu de l'agriculture familiale dans tout cela, y croyez-vous ?

C'est une idée très intéressante, mais qui n'a pas sa place aujourd'hui sur le marché. Cette revendication n'est pas connue dans le secteur de l'alimentation animale. Comment le vendre, et surtout, comment le valoriser ? Le porc est d'abord un produit standardisé et le poulet Label Rouge ne se développe plus que sous la forme de produits de découpe ou très élaborés. Dans ces conditions, le consommateur est-il prêt à payer plus cher une viande qui a le même goût, mais qui est produit avec du soja non OGM «équitable» ?

La fin de la dépendance au soja va s'opérer toute seule. Le soja non OGM est une idée qui va permettre de progresser au delà, pour ramener des légumineuses dans les assolements français. Cela s'accompagnera d'une évolution des pratiques agricoles, avec la prise en compte des cycles de vie, et des approches «système de production» par les agriculteurs.

Propos recueillis par S. F.

Ren dan

Tourteaux c
(en milliers de
aliments com
aliments à la

Alternatives

1. Les tourteaux
tance relative
porcins. A l'im
ments compos
productions le
Source : Cereop

1. Union Invivo est le premier groupe coopératif européen d'achats, de vente et de services dans l'univers agricole. Ses activités portent sur les semences, l'agrofourmure, le stockage, les marchés, la nutrition et la santé animales, la distribution. Le groupe est importateur de soja.
2. Champignon responsable de la pourriture des racines du pois.
3. Appellation d'origine contrôlée.
4. Famille de plantes riches en protéines.

Remplacer le soja dans l'alimentation animale

Le soja
(tonnes) dans :
composés
à la ferme



517
436



743
341



2304
25



Les aliments de soja occupent près d'un quart de la ration alimentaire des animaux. On constate l'importance des aliments mélangés à la ferme pour les bovins lait, et dans une moindre mesure, pour les porcs, la volaille de chair est presque exclusivement approvisionnée par les fabricants d'aliments. Ainsi pour bien cibler les alternatives au soja, est-il important d'identifier les secteurs de production les plus consommateurs, mais aussi leurs modes d'alimentation spécifiques.

juin 2005

Remplacer le soja par :

Herbe et fourrages



L'herbe est la première source de protéines chez les ruminants. En augmentant la part d'herbe pâturée dans le système fourrager avec des prairies d'associations graminées-légumineuses (ray grass anglais et trèfle blanc par exemple), on obtient ainsi un aliment très équilibré pour les ruminants. Les techniques de séchage du foin en grange peuvent aussi améliorer la qualité nutritionnelle des fourrages.

Graines protéagineuses



Le pois est très riche en lysine, un acide aminé indispensable à la croissance des animaux. Il est surtout utilisé pour les porcs. Plus polyvalente, la féverole contient davantage de protéines. Certaines variétés sont utilisées pour les vaches laitières, et d'autres pour les porcs et volailles de chair. Enfin Le lupin, surnommé «le soja des pays à climat tempéré». Très riche en énergie et en protéines, il remplace le tourteau de soja

Tourteau de colza



Le tourteau de colza remplace facilement le tourteau de soja importé. Il est issu du pressage des graines dont l'huile est utilisée comme carburant.

Changer de pratiques... ou de modèle

Différentes options de substitution du soja sont possibles. Certaines d'entre elles impliquent de modifier des pratiques d'alimentation de animaux, en valorisant davantage les prairies, en utilisant davantage la luzerne et des protéagineux, en introduisant le tourteau de colza (voir schéma ci-dessus). Si cela semble assez facile pour les ruminants, il n'en n'est pas de même pour les porcs et les volailles. Supprimer le soja dans les élevages de poulets standards supposerait un changement de mode de production, et l'allongement des périodes de croissance si les volailles étaient nourries avec davantage de céréales. Pas si simple. Cependant, il faut souligner qu'au delà d'une simple stratégie de substitution, de nombreux éleveurs vont plus loin pour repenser leur mode de production : désintensification de la production laitière, élevages porcins sur paille et litière en substitution au porc sur caillebotis.

Les protéines sont dans le pré !

Une meilleure valorisation de la prairie associant graminées et légumineuses constitue l'alternative la plus solide pour une plus grande autonomie des élevages bovins.

L'alimentation des bovins, laitiers ou à viande, est fournie par une ration principalement basée sur le soja et le maïs, destinée à favoriser une production maximale de lait ou de viande. Or dans le monde, 23% des surfaces cultivées en maïs et 60% des surfaces en soja sont des plantes génétiquement modifiées (PGM). Il existe cependant une alternative à cette dépendance : la prairie mixte. Rappelons-le, les produits dérivés d'animaux nourris aux PGM comme le lait, la viande ou autres ne sont soumis à aucun étiquetage selon la loi européenne. Il n'y a donc aucun moyen pour le consommateur de

s'informer sur la qualité des produits qu'il mange. De ce fait, certaines entreprises productrices de viande, notamment dans le nord de l'Europe, respectaient depuis 10 ans des moratoires sur les PGM. Or le leader du marché de la viande suédois, Swedish Meats, vient de mettre un terme à son propre moratoire et cela depuis le 1^{er} janvier 2006¹. Cette décision est due à la difficulté actuelle à se fournir en soja non transgénique, surtout depuis que le Brésil, auparavant producteur de soja conventionnel, s'est orienté dans la filière transgénique. Selon cette entreprise, le prix du soja non GM devrait doubler en

(suite de la page IV)

2006 alors qu'il était resté stable en 2005.

Un savoir-faire à réapprendre

Il apparaît donc que c'est aux éleveurs eux-mêmes d'organiser leur autonomie en protéines d'une part en renonçant à acheter des aliments contenant des PGM (tourteau de soja mais aussi pulpe de bettrave), d'autre part en renonçant le plus possible à la culture de maïs et aux primes afférentes. C'est un changement complet de système de production et de mentalité. Certains agriculteurs n'ont cependant pas hésité à sauter le pas depuis plusieurs années et se sont lancés dans des systèmes plus herbagers en augmentant la part d'herbe pâturée dans le système fourrager. La culture de prairies d'associations graminées-légumineuse (ray-grass anglais et trèfle blanc dans l'Ouest par exemple) et de luzerne permet d'obtenir un aliment équilibré pour les bovins, le trèfle étant très digeste et riche en protéines. Greenpeace Belgique a lancé une campagne sur ce thème intitulé «Lait respectueux de l'environnement»².

D'autres avantages découlent également du passage à un système plus herbager. Il permet de réduire les coûts de production en diminuant les dépenses en intrants (aliments, produits phytosanitaires, engrais) compensant ainsi les pertes de rendement, pour le lait notamment. Il réduit considérablement le temps de travail, puisque les animaux sont mis à pâturer, et permet d'économiser sur ce poste avec un avantage en terme de qualité de vie non négligeable. Par ailleurs, il tire les exploitations vers plus d'autonomie énergétique en diminuant les postes carburant et électricité. Il y a en effet une moindre utilisation du matériel agricole sur les systèmes herbagers. Enfin ce sont des systèmes dont la transmissibilité est améliorée, le jeune agriculteur qui s'installe trouvant là une exploitation durable générant un revenu stable.

M.-S. R.



Développer l'autonomie des fermes pour résister aux OGM

Pour remédier à la dépendance de leur région en protéines végétales, des associations agricoles bas-normandes développent des systèmes de production autonomes.

En septembre 2004, le collectif Inpact Basse-Normandie (Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale) met en débat la faisabilité d'une région sans OGM (TRI 271). Résister aux produits transgéniques consiste d'abord pour ces associations de développement agricole à accompagner les paysans dans la reprise en main de l'autonomie alimentaire de leur exploitation. En effet, les OGM rentrent aujourd'hui principalement par la porte des aliments du bétail (lire p. V). Au-delà, il s'agit de «*rendre l'ensemble de la société locale actrice d'une réappropriation de son agriculture et de son devenir alimentaire.*»

Un an plus tard, le Conseil régional de Basse-Normandie vote un soutien financier permettant au collectif

Inpact Basse-Normandie de conduire, sur trois années, une étude sur les niveaux et les modes de dépendance en protéines des exploitations bas-normandes et plus largement de son industrie agroalimentaire. Les objectifs, fixés avec le Conseil Régional, sont simples. Il s'agit en premier lieu de connaître le plus précisément possible l'état de la dépendance en protéines importées. L'image des risques de contamination par des OGM des filières agroalimentaires régionales doit sortir de cette première approche. Si l'issue de cet état des lieux ne fait pas de doutes, le degré de perméabilité aux OGM commerciaux de la Basse-Normandie reste une inconnue à ce jour. Par ailleurs, le collectif étudiera les processus de conversion de différents systèmes d'exploitation agricole vers plus d'autonomie en protéines. Pour ce faire, des parcours singuliers développant l'autonomie alimentaire des fermes seront analysés. Des typologies modélisant les processus de conversions devront sortir de cette analyse afin de concevoir des scénarii de politiques publiques régionales pour organiser, à une échelle plus large, le développement d'une alimentation du bétail plus autonome.

Cette étude associera les compétences associatives du Réseau agriculture durable, du Gret pour le volet «politiques publiques», ainsi que celles de scientifiques. Résultats et propositions sont attendus pour la fin 2008.



Pour en savoir plus

Recherche en alimentation animale : www.cereopa.com

Recherche et prospective sur les protéines : www.inra.fr

Oléoprotéagineux, interprofessions : www.prolea.com

Agriculture durable : www.agriculture-durable.org

Contacts : Afip Normandie
02.31.06.07.30 -
Ardear Basse-Normandie
02.33.06.45.46

G. L.

1. Inf'OGM n°71, janvier 2006
2. www.greenpeace.org/belgium

«La défense et la promotion des systèmes herbagers s'imposait comme une évidence»

Rencontre avec Jean-Karl Deschamps, Vice-Président du Conseil régional de Basse-Normandie en charge de l'agriculture durable, de l'environnement et de la ruralité

Quelles sont les priorités de la Région en matière agricole ?

Jean-Karl Deschamps : L'agriculture ne fait pas partie des champs de compétence obligatoires du Conseil régional. Accompagner l'agriculture s'inscrit donc dans une démarche volontariste. Aujourd'hui, la Basse-Normandie conserve une densité d'exploitations agricoles parmi les plus élevées du territoire. Il en résulte des équilibres sociologiques incontournables. Ce constat aboutira prochainement à un plan régional en faveur de l'installation en agriculture.

Par ailleurs, la place qu'a actuellement l'agriculture herbagère (72% de la SAU en herbe) constitue un socle important pour assurer un développement durable de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Basse-Normandie. Ce potentiel herbage, l'image de terroir et de qualité qui en découle, la présence de nombreuses AOC, un territoire sans OGM sont autant

d'atouts à valoriser pour asseoir une agriculture plurielle.

Pourquoi vouloir renforcer l'autonomie en protéines de la région ?

L'autonomie en protéines est liée à la remise en question de la monoculture de maïs (aliment complémentaire du soja) et au développement des systèmes herbagers. Ce choix résulte de notre lecture politique prospective (lien au terroir, image, contraintes budgétaires...), conjuguée à des impératifs environnementaux (fin du maïs irrigué...), à des enjeux sociétaux (refus massif des OGM par la population, coût de l'énergie) et à des enjeux sociaux (maintien du plus grand nombre d'actifs agricoles, aménagement du territoire). La globalisation des marchés et la pression économique des pays émergents ne nous offrent pas d'autre solution que de développer une agriculture très fortement enracinée dans son terroir - les seules parts de

marché que nous pourrions conquérir seront sur ce créneau. Je crains en outre que les contraintes budgétaires (notamment européennes) n'hypothèquent à terme les productions de matières premières vouées à l'exportation. Dans ce cadre, la défense et la promotion des systèmes herbagers s'imposait comme une évidence.

Quels moyens la Région se donne-t-elle pour engager les acteurs agricoles dans cette démarche ?

Nous soutenons aujourd'hui l'agriculture durable et biologique, les bilans énergétiques et les huiles végétales pures. Au delà, nous accompagnons le pôle Impact dans la réalisation d'un plan de diminution de la dépendance de l'agriculture au soja, de développement de la production locale de protéagineux, et de sécurisation des filières d'importations (dans le respect des agricultures locales) (voir article ci-contre).

Propos recueillis par S. F.



Crédit photo : rad

«Le soja contre la vie»

En écho à la mobilisation d'organisations paysannes d'Amérique du Sud, le CCFD, le Réseau agriculture durable, la Confédération paysanne et d'autres¹ lancent une grande campagne sur les conséquences dramatiques de la culture industrielle de soja sur les populations locales et l'environnement.



Crédit photo : Georges Bartoli/ccfd

En 35 ans, la production mondiale de soja a augmenté de 495 %. Cette évolution est en particulier liée à l'expansion de cette culture en Amérique du Sud qui enregistre des taux de croissance annuels de près de 18%. Cette exploitation à grande échelle à des conséquences humaines et environnementales lourdes. Humaines d'abord, alors que les communautés rurales et les Indiens sont chassés de leurs terres au profit des *fazendeiros* (grands propriétaires). Au Brésil, 1 % de la population concentre 47 % de la terre agricole. Cette course à la concentration et l'éviction des petits producteurs génèrent un exode rural, les paysans venant gonfler la pauvreté des villes.

La monoculture de soja se fait au détriment des cultures vivrières : depuis les années 1970, le soja prend le pas sur le riz, le haricot, le manioc, le maïs...

2 personnes pour exploiter 100 ha de soja

La destruction de l'agriculture paysanne signifie aussi des destructions d'emplois :

l'exploitation de 100 ha de soja ne correspond qu'à... 2 emplois ! De plus, cette main d'œuvre est largement exploitée, voire réduite à l'esclavage. Le Brésil estimait ainsi dénombrer en 2004 25 000 esclaves, chiffre certainement inférieur à la réalité.

Il existe également des «dommages collatéraux» comme ces 300 familles paraguayennes contaminées par des épandages toxiques. Au Brésil, quinze peuples indigènes sont menacés de disparition du fait de projets d'aménagement des fleuves destinés à améliorer le transport du soja vers les ports. Les paysans un peu trop revendiquant le paient souvent de leur vie.

La forêt disparaît sous les champs

Les dégâts écologiques sont également considérables. Pour ouvrir de nouveaux espaces au soja, les déforestations sont pléthores. Depuis 1998, 135 000 km² de forêt amazonienne brésilienne ont disparu au bénéfice de cette culture. En Argentine, la déforestation a détruit un million d'hectares au profit de terres agricoles. La

monoculture industrielle de soja appauvrit les sols ; faite à renfort de produits chimiques, elle contamine l'eau...

La campagne «Le soja contre la vie» dresse ainsi un tableau sinistre des conséquences des élevages industriels nourris au soja. Elle pointe également d'autres problèmes, comme la diffusion des OGM, alors que 90 % du soja est transgénique en Argentine, ou la concentration d'un secteur aux mains de quelques multinationales...

Destinée à sensibiliser l'opinion publique européenne, cette campagne souhaite peser en faveur d'autres politiques agricoles, qui favorisent le développement d'alternatives au «tout soja».

En savoir plus sur www.sojacontrelavie.org

¹-Cette campagne est menée par le Comité catholique contre la faim et pour le développement, le réseau Cohérence, la Confédération paysanne, le groupe de recherche et d'échange technologiques (Gret) et le Réseau agriculture durable.

